

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 9 janvier 2017

Pour que 2017 soit l'année des luttes sociales victorieuses

Joyeuse nouvelle année : les cinq milliardaires qui ont le plus amassé d'argent au cours de l'année 2016 se sont partagés 42 milliards d'euros. Parmi eux, un Français : Bernard Arnault ! Enfin un succès à mettre à l'actif du quinquennat de Hollande ! À l'opposé, on compte un million de pauvres en plus en France ces dix dernières années. Quant au chômage, même en tordant les chiffres, le gouvernement n'arrive pas à prétendre qu'il baisse : toujours autour de 3,5 millions de chômeurs selon ses chiffres, qui ne comptent que ceux qui sont totalement au chômage (dits « catégorie A »). Toutes catégories confondues, on dépasse en ce début 2017 les six millions de personnes au chômage. Et la plupart de ceux qui en sortent entrent dans la précarité.

Tout pour le patronat

Pourtant, le gouvernement n'a pas négocié sur les dépenses : 33 milliards d'euros en 2016 pour la « compétitivité » et soi-disant pour « l'emploi ». Assez pour créer un million de postes à temps plein dans les écoles, les hôpitaux ou les transports. Au lieu de quoi tout ce fric a été versé au patronat, de préférence au plus gros. C'était censé faire « repartir » l'économie. Ça n'a dopé que les profits. Pas grave, en 2017 c'est 41 milliards que les entreprises toucheront, par ce même biais du « crédit impôts », sans la moindre obligation de création d'emploi...

Leur programme pour 2017...

Après un bilan pareil, tous voudraient nous embobiner avec leur campagne électorale présidentielle. À « gauche », Hollande ayant jeté l'éponge, Valls s' imagine qu'il suffit de promettre de supprimer le 49.3 pour qu'on lui pardonne la loi travail et la répression des manifestations. Sous l'étiquette « ni droite ni gauche », Macron croit qu'afficher le mot « révolution » dans ses meetings fera oublier qu'il n'est qu'un banquier. Et la droite affiche sans complexe son programme de guerre sociale : supprimer 500 000 postes de fonctionnaires, passer à 39 heures payées 35, augmenter l'âge du départ en retraite et bousiller la Sécurité sociale.

Marine Le Pen n'a même pas besoin d'en rajouter : les autres font le boulot pour elle. Il lui suffit de faire mine de leur être opposée. Ça lui évite d'avoir à expliquer pourquoi elle estime « qu'il n'y a aucune opposition entre intérêts des entrepreneurs et des salariés ou des ouvriers ». Et si elle a critiqué la loi travail, c'est parce qu'elle n'« assouplissait » pas assez le Code du travail dans les PME !

Quand Trump fait école...

Il a suffi que le PDG de Ford renonce à délocaliser une usine au Mexique, à la demande du nouveau président américain, pour que ce milliardaire raciste et sexiste devienne subitement un exemple non seulement pour Le Pen, mais encore pour Montebourg. Même Mélenchon se met à lui trouver quelques vertus, au nom de la prétendue défense de l'économie nationale. Peu leur importe s'il faut pour cela ratiboiser les droits des ouvriers et faire payer aux salariés les impôts jusque-là versés par les patrons, comme Trump se prépare à le faire à la Maison-Blanche.

Pour nous, c'est tout l'inverse !

Ce que nous gagnerons, nous devons l'imposer par la grève à nos adversaires, tant à la tête de l'État que des entreprises. Dans les élections à venir, le seul programme qui vaille d'être défendu, c'est celui que nous pourrions mettre en avant dans ces luttes :

- interdiction des licenciements ;
- embauche en CDI de tous les emplois précaires ;
- partage du travail entre tous sans diminution de salaire ;
- augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux de 300 euros par mois ;
- smic à 1 700 euros mensuels net ;
- contrôle des comptes des entreprises.

C'est le langage que tient Philippe Poutou, ouvrier chez Ford et candidat du NPA à l'élection présidentielle.

Et pas la peine d'attendre les élections. Ce que nous pouvons souhaiter de meilleur pour 2017, c'est qu'elle soit une année de luttes victorieuses !

300 € d'augmentation mensuelle pour tous

Les Négociations Annuelles Obligatoires commencent le 24 janvier. Sans aucun suspens, puisqu'il est déjà prévu dans le nouvel accord de compétitivité que les augmentations générales soient de 0,4 %. Peanuts pour nous, alors que les ventes de véhicules neufs ont atteint les 2 millions en France, soit un retour au niveau de 2008.

Il n'y a rien à attendre de ces palabres très convenus, mais plutôt de nos mobilisations.

Chocolats en lingot d'or

D'après le magazine Suisse *Bilan*, la famille Peugeot serait la 4^e fortune de ce beau pays à la fiscalité avantageuse pour les très riches. Une fortune estimée entre 2,8 à 3,7 milliards d'euros en augmentation de 185 millions d'euros par rapport à la précédente évaluation en 2015.

À son corps défendant, ledit magazine signale que bon c'est quand même une famille très nombreuse comptant plus d'une centaine de membres, donc de bouches à nourrir... Rendez-vous compte quelle vie de misère.

Exemple à suivre

À Chanteloup-les-Vignes, MC Synchro, filiale d'une joint-venture entre Michelin et Continental, sous-traitant préparant les roues pour PSA Poissy, les CDI et intérimaires sont en grève depuis 2 semaines.

Ils revendiquent l'embauche de tous les intérimaires, 200 € mensuels d'augmentation de salaires et une prime annuelle de 1000 €. Leur patron a fait venir des cadres de l'extérieur et des travailleurs « jaunes », y compris de toutes leurs filiales d'Europe, pour remplacer les grévistes, ce qui est complètement illégal.

Ces méthodes de délinquant n'impressionnent pas les grévistes : leur direction galère pour maintenir la cadence. Leur lutte continue.

Charmeurs de serpent et syndicats à sonnette

Hier, trois syndicats donnaient leur feu vert pour l'accord compétitivité made in Renault n° 2.

À Pipoland, on promet 3 600 embauches. On fanfaronne moins quand il s'agit d'expliquer qu'il s'agit en même temps de réaliser 4 500 départs...

En prime des gels de salaires pour 3 ou 5 ans renouvelables, et des samedis travaillés obligatoires en usines prévus deux jours à l'avance.

À Renault Cléon, les principaux intéressés ont manifesté leur mécontentement. En espérant qu'ils fassent ravalier son sifflet à la direction.

Vases communicants

Renault justifie le gel des salaires par une « cohérence avec le marché français ». Pourtant deux semaines plus tard, on apprendait que Carlos le PDG de Renault touchait 6 millions d'euros de plus-value pour la vente de ses actions... en plus de ses 15 millions annuels.

C'est bien la cohérence des patrons : rien pour les uns, foison de thunes pour les autres.

Protéger les profits, pas les emplois

Donald Trump proclame sur tous les réseaux sociaux son intention de revenir à un protectionnisme économique pour faire revenir l'emploi industriel aux États-Unis. Il se félicitait sur twitter d'un premier succès : Ford aurait renoncé à construire une nouvelle usine au Mexique par peur de s'acquitter de droit de douanes à 35 %.

En réalité, cette mesure a été négociée depuis plusieurs mois avec les grands patrons de l'automobile en échange d'une baisse massive du taux d'imposition des sociétés. Une annonce bien plus discrète, par le même Trump, qui devrait faire des États-Unis un véritable « paradis fiscal ».

Microparticules et giga-retraite

Les médias ont révélé que l'ex PDG de Volkswagen touchait 3 100 euros de retraite... par jour.

Au delà du scandale sur les tests moteurs, voilà de quoi nous rappeler que les capitalistes évaluent leurs besoins sur une toute autre échelle que les nôtres. De l'argent, il y en a, dans les caisses du patronat !

Crit'air financier

La vignette anti pollution, Crit'air, sera obligatoire pour entrer dans Paris, et progressivement dans les centres de plusieurs autres villes en cas de pollution. À partir du mois de mars il en coûtera 35 € à qui ne l'aura pas. Une bonne solution contre la pollution remplaçant le système des d'immatriculation alternées ? Non. Plutôt un bon coup et un gros lot pour le gouvernement : 1,4 million de vignettes déjà commandées à 4,18 euros pour les recevoir. Plus les amendes à venir pour défaut de vignette. Faites le calcul ! Ce business gouvernemental aura pour seule utilité d'alléger notre portefeuille.

Undercover, version police française

« Alors que les températures sont devenues négatives, les violences policières se multiplient depuis une dizaine de jours, notamment dans les quartiers de la Chapelle et de Pajol : les forces de l'ordre réveillent les migrants en pleine nuit et leur confisquent leurs couvertures. En une semaine de consultations ambulatoires, les équipes de Médecins sans frontières ont déjà dû prendre en charge huit personnes proches de l'hypothermie. »

C'est Corinne Torre, coordinatrice de projet en charge des migrants à Paris pour Médecins sans frontières, qui a dénoncé ces actes de barbarie sur France info dimanche et dans un communiqué du 7 janvier.

Au lieu de venir en aide aux SDF et aux migrants, le gouvernement cherche à les chasser des endroits où ils sont les plus visibles. Ce même gouvernement qui parle sans arrêt de « droits de l'homme » et donne des leçons au monde entier.